

DÉTENTION

Interview
de Lech Walesa*

Parce qu'il était un des chefs de file des ouvriers polonais, Lech Walesa a été emprisonné à plusieurs reprises au cours des années 70. Il a dirigé la grève des chantiers navals et a, plus tard, négocié les accords de Gdansk, signés le 31 août 1980. En décembre 1981, Lech Walesa, avec plusieurs milliers d'autres personnes, a été arrêté lorsque le général Jaruzelski a instauré la loi martiale, et «suspendu» le mouvement des ouvriers Solidarnosc (Solidarité). Interné dans une maison de campagne dans une région isolée de Pologne, près de la frontière soviétique, il a reçu trois visites de délégués du CICR. Durant cette période, le CICR a visité 4850 autres internés lors de 79 visites dans 24 lieux de détention différents. Il leur a porté assistance et les a aidés à rétablir le contact avec leurs proches se trouvant à l'étranger. Dans le même temps, en coopération avec la Croix-Rouge polonaise et ce qui était alors la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, le CICR a conduit un important programme d'assistance en faveur de la population civile, qui manquait cruellement des produits de première nécessité.

En novembre 1982, Lech Walesa a été libéré et est retourné sur les chantiers navals de Gdansk. En 1983, il a reçu le prix Nobel de la paix, mais les autorités de l'État ont continué à le surveiller. Après la fin de la guerre froide, neuf ans après être monté sur le mur des chantiers navals lors de la grève de Gdansk, Lech Walesa a été élu président de la République de Pologne lors d'élections générales. Il a occupé ce poste jusqu'en novembre 1995 et dirige actuellement une fondation créée en son nom.

⋮⋮⋮⋮⋮

Nous sommes en décembre 1981, l'armée prend le pouvoir en Pologne et des milliers d'opposants sont arrêtés et internés. Vous êtes parmi eux. Quels souvenirs gardez-vous des circonstances entourant votre détention?

Vous devez comprendre le double statut qui était le mien à ce moment-là. J'étais électricien, ouvrier, père de famille, et parmi les milliers de personnes arrêtées.

* L'interview a été menée le 5 janvier 2005 à Gdansk par Toni Pfanner (rédacteur en chef de la *Revue internationale de la Croix-Rouge*) et Marcin Monko (délégation régionale du CICR à Budapest). La version anglaise de l'interview a été publiée dans: *International Review of the Red Cross* Vol. 87, No. 857, March 2005, pp. 9-14.

En tant qu'individu, je me faisais du souci pour ma famille et mes enfants, qui me manquaient. J'étais effrayé, parce que j'étais isolé du monde extérieur. Mais j'étais également un homme politique connu, le chef de file du mouvement *Solidarnosc*, et je luttais sciemment contre le gouvernement de l'époque. En tant qu'homme politique, je n'attendais que la chute du régime, qui devait arriver tôt ou tard. J'ai dit à mes persécuteurs que j'allais gagner et qu'en emprisonnant des milliers d'innocents, ils donnaient le coup de grâce au système communiste. Bien sûr, j'ai de la peine en me souvenant de cette période, mais je pensais réellement qu'en me détenant, ils marquaient en fait des points contre leur propre camp. Sans prendre en compte ce double statut, vous ne pouvez pas comprendre ma situation. Peut-être qu'il aurait été mieux que je n'aie qu'un statut, comme la plupart des milliers d'internés.

Par rapport à vos collègues, vous vous trouviez matériellement dans une position privilégiée.

Là encore, mon double statut était important. J'étais en colère et seul, face à un pouvoir écrasant. Bien sûr, j'étais interné dans de bonnes conditions; on me détenait dans une «cage dorée», mais cela n'améliorait en rien les circonstances de mon emprisonnement. Si les geôliers avaient reçu l'ordre de se débarrasser de moi, ils l'auraient fait immédiatement, et comme la tristement célèbre épée de Damoclès, cette menace planait constamment au-dessus de ma tête. Même après un souper somptueux, ils auraient pu m'exécuter. En plus, je n'avais aucun contact avec mes collègues, et même aucune chance de les contacter, car j'étais surveillé de très près. En fait, on m'a arrêté précisément afin de m'isoler du syndicat et du mouvement. Les geôliers ne me perdaient jamais de vue.

Comment voyiez-vous la situation des autres personnes arrêtées et internées?

Les autres membres de *Solidarnosc* détenus sous la loi martiale et les autres personnes arrêtées à cette époque n'étaient certainement pas traités avec autant d'égards. Pour eux, les produits de première nécessité étaient essentiels. Ils étaient souvent maltraités et emprisonnés dans des conditions très dures. En plus, la Pologne traversait une crise économique qu'elle avait elle-même provoquée mais qui n'en était pas moins catastrophique. D'un point de vue strictement humanitaire, les visites des délégués du CICR et l'assistance qu'ils apportaient étaient peut-être plus importantes pour eux que pour moi.

Que pensiez-vous de ces visites?

J'ai été visité plusieurs fois par une délégation de la Croix-Rouge. Parler librement avec les délégués ne me dérangeait absolument pas, même devant les officiels du gouvernement. Comme vous le savez, j'ai lutté contre le communisme à visage découvert. Ces visites ne ressemblaient peut-être pas aux visites habituelles du CICR, mais elles étaient importantes pour moi pour des raisons politiques. Je les utilisais pour mon combat politique, surtout pour montrer la déchéance morale du gouvernement. Une organisation internationale respectée vient voir ce qu'un gouvernement fait à ses citoyens et aux chefs de l'opposition

et quelles méthodes barbares il utilise, mettant en prison un homme innocent et populaire. Lorsqu'un gouvernement doit recourir à la violence contre son propre peuple afin de rester au pouvoir, c'est qu'il est fini. Cette reconnaissance comptait énormément pour moi.

Lorsque des délégués vous visitaient, s'enquéraient-ils de votre santé, de vos conditions de détention et de vos contacts avec votre famille?

Évidemment, mais j'étais un interné un peu particulier. Je me rappelle que lorsque j'essayais de faire allusion à des sujets politiques durant les visites du CICR, les délégués s'efforçaient toujours de les éviter; vos collègues de la Croix-Rouge ne voulaient pas parler de politique avec moi. En ce sens, j'étais un cas difficile. Mais même durant ma détention, je voulais lutter contre le gouvernement. Je ne voulais pas parler confidentiellement. Je ne voulais rien cacher, je voulais lutter ouvertement. Maintenant, quand je repense à ces moments, je suis moi-même surpris de n'avoir pas eu peur, alors que j'aurais dû. Aujourd'hui, je serais probablement plus prudent.

Cela dit, il convient de souligner que pour d'autres, ces visites correspondaient à un réel besoin. Elles étaient, en fait, indispensables. Pour la plupart des personnes privées de liberté, le plus important n'est pas de poursuivre leur combat politique, mais souvent de simplement survivre, bénéficier d'un traitement humain et conserver leur dignité. Vos visites apportaient aux détenus l'assurance qu'ils n'étaient pas oubliés et qu'il y avait encore de l'espoir, ce qui est essentiel pour tous les prisonniers. Bien sûr, les questions importantes ne sont pas toujours les mêmes selon les endroits et les époques, et la Pologne, dans les années 80, était également un cas particulier. Mais les visites du monde extérieur sont toujours importantes, pour tous les détenus. Leur situation s'en trouve modifiée: ils savent ainsi qu'ils ne sont pas oubliés, ils ont moins peur et leurs familles sont rassurées. Ce sont des éléments essentiels. Je vous suis encore redevable pour tout ce que vous avez fait; je sais qu'il y a encore des endroits auxquels vous n'avez pas accès et je serais prêt à vous aider à vous y rendre.

Il est clair que vous étiez un prisonnier politique, mais il est souvent difficile de faire la différence entre les prisonniers politiques et les autres.

C'est vrai, mais en fait, c'est sans importance. Nous devons toujours considérer les prisonniers comme des êtres humains. Chacun a le droit d'être traité humainement, d'avoir une chance de résoudre ses problèmes et d'avoir de l'espoir. Votre mission doit être purement humanitaire.

Vous avez été prisonnier, puis vous êtes devenu le chef de l'État.

En fait, j'étais toujours la même personne. Les raisons qui ont causé mon emprisonnement sont les mêmes que celles qui ont contribué, ensuite, à me faire élire président de Pologne. Évidemment, passer d'une cellule de prison à un palais présidentiel, avec toutes les responsabilités que cela implique, change votre manière de voir les choses. Je devais dorénavant veiller aux intérêts en matière

de sécurité et être conscient que les valeurs humanitaires et les mesures de sécurité doivent coexister. Ce n'était pas facile, par exemple, quand la peine de mort était encore appliquée en Pologne. Pour moi, c'était inacceptable, mais je devais respecter la loi. Lorsque des condamnés me demandaient de les gracier, je devais mettre en balance les intérêts de l'État et de la société, d'une part, et le sentiment purement humain de compassion et de pardon, d'autre part. Et encore, la religion ou, si vous voulez, l'humanité, impose des limites élémentaires qui ne doivent jamais être dépassées. Je ne pouvais pas abandonner les principes pour lesquels j'avais lutté pour la sécurité. Sinon, je me serais battu pour rien.

Dans des situations de conflit armé, de violence interne ou lors d'attentats terroristes, de nombreuses personnes sont arrêtées.

Bien sûr, lorsqu'il y a des tensions en matière de sécurité, des personnes sont toujours arrêtées et détenues. Vous devez affronter cette réalité, vous fixer des principes humanitaires de base et vous y tenir. En traitant de questions de sécurité, vous devez tenir compte de facteurs comme le développement, les compétences de l'État et les traditions, tout en respectant ces principes. Même le CICR doit tenir compte de la situation sécuritaire, dans son approche, sinon ses interventions pourraient devenir contre-productives.

Si on considère les grands attentats terroristes, pensez-vous que les menaces contre la sécurité sont plus importantes qu'avant et que l'équilibre entre intérêts sécuritaires et humanitaires a été modifié?

Laissez-moi vous dire une chose: les menaces ne sont pas forcément plus grandes aujourd'hui, elles sont différentes. La chute du communisme soviétique en a relégué certaines aux livres d'histoire, mais de nouvelles sont apparues. Nous devons comprendre les époques que nous traversons. Presque jusqu'à la fin du XX^e siècle, le monde était clairement divisé en deux. Il y avait différentes menaces et différentes perspectives. La fin du monde bipolaire, accompagnée d'un développement rapide de la technologie, nous a propulsés dans une nouvelle ère. Dans notre société de l'information mondialisée, les frontières ont moins d'importance et la défense de notre territoire n'est plus autant prioritaire. Les menaces actuelles, comme les organisations terroristes internationales ou l'exploitation de l'environnement, sont des phénomènes qui transcendent les frontières. Cette nouvelle ère requiert un nouveau système de gouvernance.

Comment devrions-nous gérer ces nouvelles menaces, tout en conservant les vieilles valeurs?

J'ai toujours dit, et je le répète aujourd'hui, que nous avons besoin d'une assemblée mondiale démocratique, d'un gouvernement mondial, qui comprendrait un département mondial de la défense. Ces organes devraient être capables de trouver des solutions tant aux conflits armés traditionnels qu'au terrorisme international, et combattre le racisme, l'antisémitisme et d'autres fléaux responsables de notre insécurité. Un nouveau gouvernement international fondé

sur la base des Nations Unies actuelles serait chargé d'assurer le nouvel ordre, pour les générations du XX^e siècle, qui ont vécu les expériences les plus traumatisantes jamais connues. Je pense que la seule solution aux problèmes actuels se trouve au niveau de la gouvernance mondiale.

Comment pourrait-on y parvenir?

Aujourd'hui, il n'y a qu'une superpuissance qui soit capable de garantir la stabilité mondiale, mais elle souffre de façon apparente d'un manque de légitimité. Nous avons aussi un organe légitime, les Nations Unies, mais il est paralysé, n'a aucun pouvoir exécutif et aucun moyen de faire appliquer ses décisions. C'est une des principales raisons de notre incapacité à résoudre les problèmes actuels de sécurité mondiale. Nous sortons tout juste d'une époque de grandes divisions politiques et culturelles. Du fait des progrès économiques et technologiques, nous pouvons progressivement, et dans une certaine mesure, nous devons, éliminer les divisions inutiles. Abandonnant d'anciennes restrictions, nous avons ouvert les frontières des États et libéralisé la circulation des biens, des services et des capitaux. Cependant, ce processus requiert une approche internationale. Nous ne devrions pas oublier les effets collatéraux potentiels du processus de mondialisation, qui a également ouvert la voie au crime international et a même provoqué le terrorisme transnational. Nous sommes encore loin d'avoir trouvé des solutions cohérentes et adéquates à certains besoins sociaux internationaux et nous manquons encore de vérités internationales. Peut-être qu'avec le temps, on trouvera des remèdes et que la situation se calmera d'elle-même, mais nous devrions nous demander combien de vies auront été perdues d'ici là. Alors pourquoi ne pas essayer de «programmer» la mondialisation et de canaliser ses effets de façon plus structurée? Sur une telle base, il serait beaucoup plus facile d'anticiper les menaces éventuelles et de préparer des structures adéquates en conséquence.

Pour en revenir aux questions de détention, où sont les limites que nous ne sommes pas autorisés à franchir pour des raisons morales ou religieuses?

Les États-Unis contrôlent le monde économiquement et militairement, mais non plus moralement. C'est en partie dû au fait qu'ils ont occasionnellement eu recours à des méthodes immorales pour lutter contre le phénomène du terrorisme international. Ils disent: «Nous avons l'argent, nous avons les moyens et nous résoudrons le problème nous-mêmes.» Mais quel sera le coût en termes de vies humaines? On doit prouver sa grande moralité par des actions, et non par des mots. Cela s'applique également à la détention. Je le dis avec tout le respect dû aux préoccupations bien compréhensibles des États-Unis et en ami des Américains, qui doivent faire face à de sérieuses menaces de la part d'organisations terroristes.

Le terrorisme que nous connaissons à l'heure actuelle est également un reste de la confrontation bipolaire. Les deux superpuissances ont entraîné et équipé différents groupes et individus, et même des nations entières, pour combattre l'ennemi. Lorsque l'Union soviétique s'est effondrée, ces personnes

et ces groupes soutenus par l'ancien régime se sont tout à coup retrouvés abandonnés. Maintenant, ils se lancent dans leurs propres guerres privées. Comme on ne leur a pas accordé grand intérêt pendant longtemps – nous ne les avons pas aidés à se développer, nous n'avons pas soutenu leur éducation, ni ne les avons aidés à financer leur transition –, nombre d'entre eux ont maintenant recours à la violence. À bien des égards, nous exigeons d'eux qu'ils ouvrent leur société et leur économie et adoptent nos valeurs, tandis que nous leur fermons nos frontières et que nos marchés sont fermés à leurs produits. Nous devons trouver de nouveaux moyens de gérer cette situation frustrante. À mon avis, l'Europe et les gouvernements européens ont la grande responsabilité d'entamer une coopération constructive avec les États-Unis afin de définir des modes d'action durables et acceptables pour les deux côtés de l'Atlantique et dans le monde entier.

En Irak, Margaret Hassan, directrice de Care International, a été prise en otage et exécutée. D'autres travailleurs humanitaires, dont certains de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, ont également été tués. Que pensez-vous de ce phénomène?

Ces actes sont commis par des personnes extrêmement désespérées et faibles, qui ne semblent pas avoir d'autres moyens de promouvoir leur cause. Bien sûr, pour nous ils sont tragiques et épouvantables, mais ils découlent de la situation globale de cette partie du monde et des humiliations infligées à la population locale. Il faut se rappeler qu'en Europe nous avons également connu la torture et les prises d'otages, alors même s'il faut condamner et combattre ces actes horribles, nous devrions également essayer de comprendre leurs causes – ce qui ne revient pas à les justifier ou les accepter. En interdisant la torture et les prises d'otages, nous avons accompli un acte sacré. De par mon expérience, je crois pouvoir dire que la Croix-Rouge devrait poursuivre son travail malgré toutes ces difficultés. C'est extrêmement dangereux et pénible, et vous luttez contre des forces très puissantes, mais nombreux sont ceux qui partagent vos préoccupations et vos objectifs.

Quelles sont les responsabilités des hommes politiques?

Les hommes politiques ont l'obligation morale et juridique de transmettre des messages et des instructions clairs et sans ambiguïté pour garantir que les principes humanitaires de base sont respectés, même dans les pires situations. C'est leur responsabilité morale. Je crains que la situation internationale actuelle ne nous aide pas, mais je pense que nous sommes tous de plus en plus conscients de nos responsabilités et que nous avons pris une meilleure direction.